



Le bilan avancé par le leader séparatiste est dix fois plus élevés que celui de International Crisis (ICG) Group donné juin dernier qui faisait état de 1850 personnes tuées.

Le président autoproclamé de la république chimérique de l'Ambazonie, Julius Sisiku Ayuk Tabe, reconnu coupable de « sécession » et de « terrorisme » et condamné à la prison à vie en août, soutient que l'armée camerounaise a tué 20.000 personnes en zone anglophone Ayuk Tabe, ne passe pas par quatre chemins dans une interview accordée à Jeune Afrique, pour imputer à l'armée camerounaise les atrocités dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, plongées depuis trois ans à une grave crise sécuritaire. «Ce sont les militaires camerounais qui se rendent coupables d'actes de barbarie en Ambazonie.

Environ 20000 personnes ont été tuées, plusieurs dizaines de villages incendiés, plus de 120000 personnes cherchent refuge au Nigeria et ailleurs... Paul Biya et son armée auront un jour à répondre de leurs crimes » certifie le chef séparatiste.

Un bilan très lourd, 10 fois plus élevé que celui de l'ICG. Le conflit a fait 1 850 morts, 530 000 déplacés internes et des dizaines de milliers de réfugiés, indiquait cette ONG en juin dernier. L'accusation du leader ambazonien et le bilan macabre de 20.000 tués ont toujours été battus en brèche par les autorités camerounaises. Ces dernières mettent généralement les tueries,

incendies, enlèvements et torture aussi bien de civils que des éléments des forces de défense sur le compte des groupes armés sécessionnistes, Peu avant le début du dialogue national, le gouvernement camerounais a par exemple fait état, vidéo à l'appui, de l'inhumation par les "sécessionnistes" d'une femme en vie, que ses bourreaux accusaient d'être avec eux le jour, et la nuit venue, d'être de mèche avec l'ennemi. Il y a environ deux semaines, en plein dialogue national, la nouvelle de l'assassinat d'une gardienne de prison capturée puis mise en pièces (au sens propre) par des sécessionnistes supposés, a profondément choqué l'opinion publique nationale et internationale. Ému, l'Ambassade des États-Unis à Yaoundé a publié un communiqué adjurant le gouvernement camerounais de mener des enquêtes sur ce drame pour en punir les auteurs.

La guerre continue dans le NOSO malgré le "Grand dialogue national"

Des exactions des "amba boys" ? Oui, mais pas autant que celles des forces gouvernementales, selon Ayuk Tabe Julius Ayuk Tabe reconnaît cependant les exactions de son camp qu'il ne cautionnerait manifestement pas, même s'il préfère jeter davantage la pierre à l'ennemi : « ***Nous ne les –crimes et exactions des séparatistes, ndlr- exonérons pas. Mais nous savons aussi que les milices gouvernementales commettent des atrocités et tentent de nous les attribuer. Seule une mission d'enquête indépendante peut établir les faits. Et, jusqu'à présent, Yaoundé a opposé une fin de non-recevoir à toutes les demandes des organisations humanitaires*** », clame-t-il.

Une lutte à mort sous le contrôle du droit International Sans déborder du fait qu'il soit derrière les barreaux pour une période indéterminée, celui "Seseku" de célébrer les combattants séparatistes appelés "amba boys" dont les actions seraient assimilables à lutte d'indépendance adossée sur le droit international : « ***Quiconque estime aujourd'hui encore que l'Ambazonie est une chimère vit dans un autre monde. Les résolutions 1514 et 1608 de l'ONU, l'histoire et le droit international fondent notre détermination à lutter contre l'annexion de notre patrie. Certains nous qualifient de terroristes, d'autres de sécessionnistes. Pour d'autres encore, nous ne sommes que des rats et des chiens. Qu'importe, nos combattants, les Amba Boys, sont nos héros*** ».

En face, les autorités camerounaises soutenues par les forces de défense et de sécurité sont déterminés à faire des combattants séparatistes dits "amba boys", de simples "zéros"

avec Camerounvoice